

# الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية

تحت الرعاية السامية لرئيس الجمهورية، السيد عبد المجيد تبون

وزارة الداخلية و الجماعات المحلية و التهيئة العمرانية تنظم

## لقاء الحكومة مع الولاية



### مذكرة تأطيرية للورشة رقم 02

## إطار مستحدث لبعث الإستثمار : أي دور للجماعات المحلية ؟



### الاشكالية :

عرف مناخ الاستثمار في الجزائر العديد من التغيرات وتميز بعدم استقرار المنظومة القانونية، نقص الوضوح وكذا وجود العديد من المتدخلين، مما أثر بصفة كبيرة وكبح الفعل الاستثماري.

من جهة أخرى، ضمن التزاماته المتعلقة بإعاش الاقتصاد الوطني، قرّر السيد رئيس الجمهورية إعادة النظر بصفة عميقة لإطار التشريعي والتنظيمي المسير للفعل الاستثماري في الجزائر.

وقد تجسدت هذه الإصلاحات بإصدار، بتاريخ 24 جويلية 2022، القانون رقم 18-22 المتعلق بالاستثمار، وبتاريخ 18 سبتمبر 2022، النصوص التطبيقية المتعلقة به.

إضافة إلى الاستقرار والديمومة المعلنة صراحة في هذا القانون، سمح هذا النص بالرقى بالمنظومة التشريعية والتنظيمية الجزائرية إلى مصاف الممارسات الدولية في مجال الاستثمار، وذلك عبر:

- تكريس مبادئ حرية الاستثمار والشفافية والمساواة في مجال معالجة ملفات الاستثمار.
- تجسيد القطيعة مع الاختناقات والبيروقراطية التي ميزت مناخ الاستثمار في الجزائر عبر، لاسيما، تقليص عدد المتدخلين.

● تأسيس الشبائيك الوحيدة ومنصة رقمية للمستثمر سيرافقون المستثمرين ويضمنون تسهيل الإجراءات.

من جهة أخرى، تضمن النص الجديد العديد من الأحكام الجديدة التي تحدد نظرة وأهداف السلطات العمومية:

- قطاعات النشاطات ذات أولوية،
- التنمية المستدامة و توازن الإقليم،
- تتمين الموارد الطبيعية والمواد الأولية المحلية.

من بين النصوص التطبيقية للقانون رقم 18-22، نذكر بالخصوص، المرسوم التنفيذي رقم 22-301 الذي يحدد قائمة المواقع التابعة للمناطق التي توليها الدولة أهمية خاصة في مجال الاستثمار،

هذا ما يوضح بأن القانون الجديد للاستثمار يعني أيضا بالمستوى المحلي، الذي يظم قدرات ومؤهلات هامة تسمح بتحقيق انطلاقة في المجال الاقتصادي ومن ثم المساهمة في خلق الثروة ومناصب عمل مستدامة.

# RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

Sous le Haut Patronage du Président de la République,

Monsieur Abdelmadjid TEBBOUNE

Ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du Territoire



## RENCONTRE GOUVERNEMENT - WALIS

### Fiche de cadrage de l'atelier n° 2

## Un cadre juridique rénové pour redynamiser les investissements : Quel rôle pour les Collectivités Locales ?



### Problématique

Le cadre juridique relatif à l'investissement en Algérie a connu plusieurs changements et a été caractérisé particulièrement par une instabilité juridique, un manque de lisibilité ainsi qu'une multitude d'intervenants ayant impacté lourdement et freiné l'acte d'investir.

Aussi, dans ses engagements ayant trait à la relance de l'économie nationale, Monsieur le Président de la République, a décidé de réformer en profondeur le cadre législatif et réglementaire régissant l'acte d'investir en Algérie.

Cette réforme s'est concrétisée par la promulgation, en date du 24 juillet 2022 de la loi n°22-18 relative à l'investissement et la publication, en date du 18 septembre 2022, de tous les textes d'application y afférent.

En plus de la stabilité et de la pérennité affichée clairement au niveau de cette loi, ce texte a permis de mettre à niveau la législation et la réglementation Algérienne pour être au diapason des pratiques internationales, en ce sens qu'il a :

- Consacré les principes de la liberté d'investir et la transparence et l'égalité dans le traitement des dossiers d'investissement ;
- Rompu avec les goulots d'étranglement et la bureaucratie qui ont caractérisé jusque là l'acte d'investir en Algérie, à travers notamment la limitation du nombre des intervenants;
- La création des guichets uniques et d'une plateforme de l'investisseur qui vont accompagner les investisseurs et faciliter les procédures.

Par ailleurs, ce nouveau cadre juridique a introduit plusieurs nouvelles dispositions qui fixent également la vision et les objectifs des pouvoirs publics:

- Les secteurs d'activités prioritaires,
- Le développement durable et équilibré du territoire
- La valorisation des ressources naturelles et matières première locales

Parmi les textes d'application de la loi n°22-18, l'on cite particulièrement le décret exécutif n° 22-301 qui fixe la liste des localités relevant des zones auxquelles l'Etat accorde un intérêt particulier en matière d'investissement.

C'est dire que la nouvelle loi s'intéresse également à l'échelon local, qui recèle des atouts et des potentialités importantes permettant un décollage au plan économique et partant contribuer à la création de la richesse et des emplois durables.

Cependant, la notion du développement économique local ou du rôle économique des collectivités locales, ont de tout temps été galvaudés et réduits à la valorisation du patrimoine productif de revenus des collectivités locales ou aux actions liées notamment l'aménagement des zones industrielles et les zones d'activités, alors que le code communal et le code de la Wilaya, confère de larges prérogatives aux collectivités locales, en matière économique.

Certes que ces prérogatives ne sont pas suffisamment claires et elles sont, par ailleurs, freinées par la faiblesse financière des communes et par les décisions qui demeurent toujours fortement centralisées et cloisonnées au niveau sectoriel.

Aussi, il s'agit aujourd'hui de clarifier et préciser le rôle éminemment important que devront jouer les Collectivités locales, notamment les walis, dans ce nouvel environnement.

## Objectifs

- Vulgariser les dispositions de la nouvelle loi sur l'investissement et des textes pris pour son application,
- Définir clairement le rôle des collectivités locales dans ce processus de réformes engagées ;
- Créer des passerelles entre les prérogatives de l'Etat et celles dévolues aux collectivités locales ;
- Le développement économique local doit être perçu comme une démarche qui revêt un caractère multi-sectoriel et multi-acteurs qui implique la mobilisation des acteurs publics, privés et de la société civile et exige un espaces de concertation et de dialogue entre eux.

## Axes à débattre :

- La dynamique économique locale est une approche volontariste, axée sur un territoire restreint, qui conçoit son développement économique en privilégiant notamment les ressources et les potentialités endogènes de ce territoire.
- La nécessité de décloisonner les différents dispositifs et mesures d'appui à la PME existants et mieux les connecter à l'environnement auquel ils sont destinés.
- Promouvoir un mécanisme de mutualisation des moyens financiers relevant des différents dispositifs sectoriels pour financer des projets stratégiques de développement économique.
- Renforcer la coordination intersectorielle dans une optique d'écosystème' entrepreneuriale ou chaque acteur et secteur puisse déployer et mettre en synergie les instruments et ressources dont il dispose (Dans ce cadre, en s'inscrivant dans le principe de la déconcentration, la Wilaya peut jouer un rôle d'échelon intermédiaire et de relais stratégique de l'action de l'Etat en matière économique et les plans de développement locaux dans leurs dimensions économique).
- Les conflits en matière de prérogatives et d'attribution, font obstacle à l'émergence d'un échelon local apte à tracer une stratégie globale et à créer une dynamique économique locale.
- En matière de promotion et de soutien aux économies locales, on retrouve dans le contexte algérien une multitude de dispositifs sectoriels et d'instruments d'appui directe ou indirecte qui sont utilisés de manière disparates et non coordonnés , ce qui ne permet pas de les optimiser pour valoriser les économies locales.
- Comment mutualiser les moyens financiers relevant des différents dispositifs sectoriels pour dynamiser l'économie locale ?
- Mise en place des mécanismes de financement et d'accompagnement pour la concrétisation des projets catalyseurs du développement économique local.
- Nécessité de mettre en place des instruments de soutien actifs à toutes les initiatives locales susceptibles de libérer le potentiel productif des territoires, notamment à travers un appui massif à l'expansion des PME/PMI/TPE/Start-Up.
- Comment créer des synergies entre les différents acteurs publics et privés présent au niveau des territoires en vue de dynamiser l'investissement économique local autour de la valorisation des ressources locales dormantes ;
- Nécessité de mettre en place un cadre cohérent régissant les espaces dédiés aux investissements (Définition et modalités de création et de gestion des zones Industrielles, Zones d'activités, micros zones d'activités,...) ;
- Revoir le rôle de l'Agence en charge de la mise en œuvre de la politique publique de développement de la PME – ANDIPME, et de ses structures d'animation et d'appui à l'échelle locale, dans une logique de proximité ouverte au travail en réseau avec les différents instruments et acteurs opérant dans les territoires ;
- Redéfinir et dynamiser le rôle des fonds d'investissement de Wilayas ;
- La problématique de la gestion du foncier relevant du domaine privé des collectivités locales et la nécessité de redéfinir et améliorer le rôle et les missions des agences foncières locales ?

غير أنه، مفهوم التنمية الاقتصادية المحلية أو الدور الاقتصادي للجماعات المحلية كان دائما ما يقتصر على تامين الأملاك المنتجة للمداخيل للجماعات المحلية أو النشاطات المرتبطة بها، سيما تهيئة المناطق الصناعية ومناطق النشاطات، بينما أعطى كل من قانون البلدية وقانون الولاية صلاحيات واسعة للجماعات المحلية في المجال الاقتصادي.

لا شك أن هذه الصلاحيات ليست واضحة تماما، كما أنها مقيدة بمحدودية الموارد المالية للبلديات وبالقرارات التي مازالت مركزية بشكل كبير على مستوى القطاعي.

وعليه، يتعين اليوم توضيح وتحديد الدور المهم للغاية الذي يتعين على الجماعات المحلية، لاسيما الولاية، أن تؤديه في ظل هذا المناخ الجديد.

## الأهداف :

- شرح أحكام القانون الجديد المتعلق بالاستثمار والنصوص التطبيقية المتعلقة به.
- توضيح دور الجماعات المحلية ضمن المسار الجديد للإصلاحات التي شرع فيها.
- إنشاء روابط بين مهام الدولة وتلك المخولة إلى السلطات المحلية.
- يجب أن ينظر إلى التنمية الاقتصادية المحلية على أنها مسعى متعدد القطاعات ومتعدد الأطراف يستدعي تعبئة فاعلين عموميين، خواص وكذا المجتمع المدني، ويتطلب فضاء للتشاور والتواصل فيما بينهم.

## محاور النقاش على مستوى الورشة :

- الحركية الاقتصادية المحلية مقارنة إردية، موجهة لإقليم محدد، والتي تضع تصورا لتنمية الاقتصادية عبر إعطاء الأولوية لاسيما للموارد والقدرات المحلية لهذا الإقليم.
- إزالة الحواجز فيما بين مختلف الأجهزة الموجودة لدعم المؤسسات الصغيرة والمتوسطة وربطها أحسن للمحيط الذي هي موجهة إليه.
- تطوير آلية لتوحيد الوسائل المالية التابعة لمختلف الأجهزة القطاعية لتمويل المشاريع الإستراتيجية للتنمية الاقتصادية.
- تدعيم التنسيق فيما بين القطاعات ضمن منظور «بيئي» للأعمال أين يمكن لكل فاعل وقطاع نشر ووضع الأدوات والموارد التي يحوز عليها (في هذا الإطار، وضمن مبدأ اللامركزية، يمكن للولاية أن تلعب دور المستوى الوسيط و همزة وصل إستراتيجية لسياسة الدولة في المجال الاقتصادي والمخططات التنموية المحلية في شقها الاقتصادي).
- النزاعات في مجال الاختصاصات والصلاحيات تعيق بزوغ مستوى محلي قادر على تسطير إستراتيجية شاملة و خلق ديناميكية اقتصادية محلية.
- في مجال ترقية ودعم الاقتصادات المحلية، نجد في المنظور الجزائري العديد من الأجهزة القطاعية وأدوات الدعم المباشرة وغير المباشرة مستعملة بصفة متفرقة وبدون تنسيق، وهذا ما لا يسمح بتنفيذ أمثل للاقتصادات المحلية.
- كيفية تجميع الموارد المالية التابعة لمختلف الأجهزة القطاعية قصد تنشيط الاقتصاد المحلي؟
- وضع آليات تمويل ومرافقة لأجل تجسيد المشاريع المحفزة (الرائدة) للتنمية الاقتصادية المحلية.
- ضرورة وضع آليات دعم فعالة لكل المبادرات المحلية التي يمكن أن تحرر القدرات الإنتاجية للإقليم، لاسيما من خلال دعم انتشار المؤسسات المصغرة والمتوسطة/ الصناعات المصغرة والمتوسطة/ المؤسسات المصغرة/ المؤسسات الناشئة.
- كيفية خلق التناغم بين مختلف الفاعلين العموميين والخواص المتواجدين على مستوى الأقاليم لتعزيز الاستثمار الاقتصادي المحلي الذي يقوم على تنمية الموارد المحلية الخاملة (النائمة).
- ضرورة وضع إطار عمل متجانس ينظم الفضاءات المخصصة للاستثمارات (تعريف وشروط إنشاء وتسيير المناطق الصناعية، مناطق النشاطات، مناطق النشاطات المصغرة...).
- إعادة النظر في دور الوكالة المسؤولة عن تنفيذ السياسة العامة المتعلقة بالمؤسسات المصغرة والمتوسطة ممثلة في الوكالة الوطنية لتطوير المؤسسات المصغرة والمتوسطة، و هيكل التنشيط والدعم التابعة لها على المستوى المحلي، وذلك في إطار جوارحي منفتح على التواصل الشبكي مع مختلف الوسائل و الفاعلين على مستوى الإقليم؛
- إعادة تعريف وتنشيط دور صناديق الاستثمار الولايتية؛
- إشكالية تسيير العقار التابع للأملاك الخاصة للجماعات المحلية وضرورة إعادة تحديد وتحسين دور و مهام الوكالات العقارية المحلية.